

# Éditorial

---

**Intitulé « Avec ou sans les Frères.** Les islamistes arabes face à la résilience autoritaire », le « thema » de ce premier numéro de l'année 2018 se penche sur les reconfigurations de l'islamisme sunnite dans des systèmes politiques arabes marqués par la réinvention des autoritarismes. Issu du colloque « With or Without the Brothers. Domestic, Regional and International Trends in Islamism » organisé en octobre 2015 au CERI dans le cadre du programme ERC WAWAW (« When Authoritarianism Fails in the Arab World ») (2013-2017), ce projet éditorial présente une originalité méthodologique. Les deux chercheurs, politistes et arabisants, qui en ont coordonné la publication – Laurent Bonnefoy, chargé de recherche CNRS au Centre de recherches internationales (CERI-Sciences Po/CNRS), et François Burgat, directeur de recherche émérite CNRS à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM, Aix-en-Provence) – ont en effet choisi de privilégier l'écriture en binôme : ainsi, trois des quatre articles rassemblés ici ont été écrits conjointement par un chercheur rattaché à ou issu d'une institution du monde arabe et par un chercheur travaillant dans une université européenne.

Stéphane Lacroix (professeur associé à Sciences Po et chercheur au CERI) et Ahmed Zaghoul Shalata (chercheur égyptien indépendant, anciennement associé au CEDEJ, Le Caire) analysent les stratégies religieuses mises en œuvre en Égypte par le maréchal al-Sissi après le coup d'État de l'été 2013. Ils montrent notamment que la légitimation religieuse du régime emprunte aussi bien au registre hérité de la période Moubarak, en érigeant le parti al-Nour en substitut légitimiste des Frères musulmans (FM), qu'à la logique « nassérienne », en visant à remettre en selle les institutions d'un islam officiel à prétention hégémonique pour reprendre le contrôle des mosquées. Marie Vannetzel (chargée de recherche au CNRS en sociologie politique, rattachée au CURAPP-ESS, Amiens, et chercheure associée au CEDEJ) revient sur le succès en Turquie du « signe de Rabia », ce geste devenu symbole de solidarité avec les Frères musulmans égyptiens après la destitution du Président Morsi et le massacre de ses partisans. En retraçant les conditions d'adoption et d'adaptation de ce geste par le Président Erdoğan, elle montre que, loin d'être de simples contextes d'accueil des exilés

FM égyptiens, les espaces nationaux et transnationaux islamiques en Turquie ont été les coproducteurs du signe et de ses interprétations. Ahmad Abazeid (chercheur et essayiste indépendant, spécialiste de la révolution syrienne et des groupes insurgés) et Thomas Pierret (chargé de recherche au CNRS-IREMAM, Aix-en-Provence) décrivent le processus de déradicalisation que le groupe rebelle syrien Ahrar al-Sham, issu de la mouvance jihadiste, a opéré depuis sa création en 2011 et jusqu'en 2017. Parce qu'elle est centrée sur l'adoption par ce groupe d'une posture « révisionniste » qui l'a éloigné des factions les plus radicales, et ce en pleine guerre civile, leur étude permet d'enrichir la réflexion sur des dynamiques de modération des groupes islamistes essentiellement étudiées jusqu'ici dans des contextes de paix ou d'adieux aux armes. Enfin, Laurent Bonnefoy et Abdulsalam al-Rubaidi (enseignant en sciences humaines à l'Université d'al-Baydha, Yémen) tentent de réinterpréter le conflit yéménite, trop souvent compris comme une manifestation, sur fond de fracture confessionnelle, de la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Pour cela, ils interrogent les processus de construction de la polarisation entre sunnites et chiites en temps de guerre. Relégation du parti al-Islah, représentant les Frères musulmans, et montée en puissance des entrepreneurs salafis : les recompositions politico-religieuses survenues au Yémen depuis 2013 affirment la valorisation de l'engagement militaire et font du conflit armé un moment privilégié pour observer les processus de fabrique des identités.

**Dans la rubrique des « Varia »,** Valentine Crosset (doctorante en criminologie à l'Université de Montréal, assistante de recherche au Centre international de criminologie comparée) et Benoît Dupont (professeur de criminologie à l'Université de Montréal, titulaire de la chaire de recherche du Canada en cybersécurité et directeur scientifique du Réseau intégré sur la cybersécurité-SERENE-RISC) décrivent les pratiques mises en œuvre par les États, les entreprises technologiques et la société civile pour entraver la diffusion de contenus jihadistes sur Internet, et révèlent un système « agonistique » complexe de dispositifs pluricentriques et hétérogènes, dans lequel les rapports sont à la fois marqués par le conflit et par une prise en compte mutuelle, finalement favorables à l'émergence d'une nouvelle architecture de contrôle des flux informationnels. Erica Guevara (maîtresse de conférences à l'Université Paris 8-Vincennes Saint-Denis, et membre du Centre pour l'étude des médias, des technologies et de l'internationalisation-CEMTI) présente les résultats de son observation participante d'une mission coordonnée par une organisation internationale lors de l'élection présidentielle de 2014 au Salvador. En se demandant comment se construit le regard de l'observateur électoral international, elle dévoile les paradoxes du travail sur le terrain qui découlent de cette formation. Enfin, Soline Laplanche-Servigne (maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Nice) examine les effets pour le moins paradoxaux des mesures mises en place par le gouvernement sud-africain depuis 1998 pour non seulement lutter contre les discriminations mais aussi corriger les inégalités produites par le régime de l'apartheid. Ses études de cas démontrent que les litiges présentés dans le

cadre de la loi d'équité dans l'emploi (*Employment Equity Act*) permettent d'appréhender sous un jour nouveau la victime de discrimination post-apartheid, figure dont les contours ne suivent plus forcément une stricte ligne d'opposition entre Noirs et Blancs.

**Le prochain dossier thématique** (n° 79, avril-juin 2018), dirigé par Pamela Colombo, sera consacré au phénomène des « Villages stratégiques », c'est-à-dire plus précisément aux urbanisations forcées et politiques contre-insurrectionnelles en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

Bonne lecture

**La rédaction**